



COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE ROUBAIX

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

PROCES-VERBAL du 05 octobre 2023

Rédacteur : ADC FONTEYNE JEREMY

<u>COMMUNE :</u>	ROUBAIX
<u>ETABLISSEMENT :</u>	CEPRECO - BATIMENT PRINCIPAL
<u>ADRESSE :</u>	45 AVEN ANDRE CHENIER
<u>NOM DE L'EXPLOITANT</u>	CCI Grand Lille

Etude : Autorisation de travaux (AT)

Etude : AT-059512 23 O 049 déposée le : 17/05/2023

Arrivée au secrétariat de la Commission le : 12/06/2023

Objet : Remplacement du SSI, Régularisation

Type : R

Catégorie : 4ème

Effectif : 300

AVIS

Après en avoir délibéré, la Commission communale de sécurité de Roubaix émet un avis FAVORABLE au projet présenté.

La Présidente

Margaret CONNELL

CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Activités de l'établissement : Enseignement, type R

L'effectif de cet établissement est déterminé de la façon suivante :

- Sur déclaration contrôlée du maître d'ouvrage, l'effectif déclaré est de 265 personnes conformément à l'article R2,
- Le personnel déclaré, pour 35 classes est de 35 personnes.

Soit un effectif total de 300 personnes.

Conformément à l'article R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et à l'article GN1, l'établissement est classé en type R, de 4ème catégorie.

TEXTES APPLICABLES

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 23 mars 1965 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public. (Ancien règlement)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements d'enseignement. (Type R)
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux Instructions Techniques prévues dans le règlement de sécurité des Établissements Recevant du Public, complétée par la Circulaire du 21 juin 1982 et la Circulaire du 30 décembre 1994.
- Instruction Technique n° 246, relative au désenfumage dans les Établissements Recevant du Public.
- Instruction Technique n° 247, relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- Instruction Technique n° 248, relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les Établissements Recevant du Public.
- Instruction Technique n° 249, relative aux façades.
- Instruction Technique n° 263, relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.
- Arrêté préfectoral du 27 avril 2017, relatif à l'approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) dans le département du Nord.

SITUATION ADMINISTRATIVE

Type de dossier	Objet	Date commission	Avis	Motivation / Observation
Etude : Autorisation de travaux (AT)	Réaménagement int.	05/01/2023	Favorable	/
Visite : Périodique	visite périodique	20/10/2022	Favorable	levée d'avis défavorable suite à la réception des documents et la

				levées des observations techniques, notamment l'absence d'alimentation électrique d'un DAD pour le désenfumage.
Visite : Périodique	VP du 21/09/2017	19/10/2017	Favorable	/
Visite : Périodique	VP 25/05/2010	03/06/2010	Favorable	/
Visite : Périodique	VP 30/09/2004	05/10/2004	Favorable	/
Visite : Périodique	VP	26/01/1999	Favorable	/
Visite : Périodique		24/11/1992	Sans	/
Visite : Périodique		14/11/1989	Sans	/
Etude : Permis de construire (PC)	ED/ Extension	08/07/1986	Sans	/

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre de Préparations aux carrières du commerce (CEPRECO) est constitué de 3 bâtiments distincts :

Bâtiment principal (objet du présent rapport):

- Au rez-de-chaussée: 15 salles de cours, 1 salle de pause , 1 cafeteria, 7 bureaux, des locaux techniques et réserves (entretien, audiovisuel) et sanitaires.
- Au R+1 : 4 salles de cours, 14 bureaux, local archives, 2 locaux pour reprographie, et un local serveur informatique.
- Au R+2 : 16 salles de cours, une réserve informatique audiovisuel, 1 local technique et des sanitaires

Des travaux de réaménagement et de modification de la distribution intérieure sont prévus au R+2 et font l'objet d'une demande d'autorisation de travaux N°AT 059512220076, déposé en mairie de Roubaix le 03/08/2022.

Bâtiment EGC (Ecole gestion et Commerce) :

-RDC unique comportant 5 salles de cours, il n'est plus utilisé à ce jour et fait l'objet d'une déclaration de non exploitation par la directrice d'établissement ce jour.

Bâtiment dit « le Château » :

Bâtiment classé datant de 1891. Utilisé comme établissement à usage d'enseignement depuis 1965 :

- Au rez-de-chaussée: 4 salles de cours, une réserve, 1 local technique et des sanitaires.
- R+1 : 3 salles de cours, 1 bureau et 1 réserve.
- R+2 : non utilisé et condamné par l'exploitant
- combles : non utilisé et condamné par l'exploitant

Remarque : 1 salle de cours du rez-de-chaussée et une salle de cours du R+1 ne sont plus exploitées en raison d'un plancher bas du R+1, présentant un fléchissement au centre.

Conception et desserte du bâtiment

L'établissement se compose de 3 niveaux.

La hauteur du plancher du dernier niveau accessible au public est supérieur à 8 m.

Il est desservi par 1 voie échelles.

Il dispose de 1 façade accessible aux services de secours.

Isolement par rapport aux tiers

Cet établissement est isolé de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

Résistance au feu des structures

Les structures sont en béton.

Les éléments de structure de la toiture, suite à l'extension à simple rez-de-chaussée, réalisée en 1986, sont surveillés par une détection automatique d'incendie (structure métallique)

Couvertures

Toiture terrasse avec étanchéité bitume.

Distribution intérieure et compartimentage

La distribution intérieure est obtenue par un cloisonnement traditionnel.

Locaux à risques particuliers

Les locaux à risques importants sont les suivants : Chaufferie sur la toiture, accessible depuis le R+2

Les locaux à risques moyens sont les suivants : réserves mobiliers, réserve de produits d'entretien ménager, réserve de fournitures scolaires, locaux archives, les locaux de stockage de matériaux combustibles implantés au niveau de l'atelier menuiserie, ateliers de reprographie, locaux avec baies informatiques.

Dégagements

Niveaux et effectifs	Nombre de sorties exigé	Nombre d'unités de passage exigé	Nombre de sorties réalisé	Nombre d'unités de passage réalisé
2ème étage 137 personnes	2	4	2	4
1 ^{er} étage 34 personnes	2	3	2	4
Rez-de-chaussée 129 personnes	2	3	5	10
TOTAL 300 personnes	2	4	5	10

Observations relatives aux dégagements :

Conformes et en nombre suffisant.

Prise en compte des personnes en situation de handicap

L'établissement dispose d'une procédure d'évacuation des personnes en situation de handicap basée sur l'aide humaine.

Désenfumage

Le désenfumage est assuré par :

Un désenfumage naturel les circulations horizontales, à chaque niveaux

Un désenfumage naturel pour les escaliers.

Un désenfumage naturel pour les locaux.

Présence d'un DAD pour le désenfumage de la circulation au rez-de-chaussée.

Chauffage - Ventilation - Climatisation

Le chauffage est assuré par des appareils de production de chaleur dont l'énergie employée est le gaz pour une puissance supérieure à 70 kW.

La chaufferie est isolée comme un local à risque important, placé en toiture.

Cet établissement est doté d'une Ventilation Mécanique Contrôlée, simple flux (WC, reprographie, office, archives et réserves)

Installations électriques et d'éclairage

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité à fonction d'évacuation (balisage) et d'un éclairage anti-panique (ambiance).

Cet éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes.

Moyens de secours contre l'incendie

Nombre d'extincteurs : 2 extincteurs à poudre, 1 extincteur à eau pulvérisée avec additif 9 L, 24 extincteurs à eau pulvérisée avec additif 6 L, 34 extincteurs type CO2 de 2 kg et 1 extincteur type CO2 de 5 kg.

L'établissement est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, associé à un équipement d'alarme de type 1.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1.

Le dispositif d'alerte est assuré par un téléphone urbain (Ligne analogique - RTC).

Les plans schématiques et les consignes de sécurité sont correctement affichés.

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Famille	N°	Adresse	Distance (m)	Débit (m3/h)
HYDRANT	04628	ROUBAIX RUE DE LILLE	120	120

La plus grande surface non recoupée représente : $S \leq 250\text{m}^2$.

Il est retenu une classe : 1 (Activité retenue pour la détermination de la classe : R) .

Le volume d'eau nécessaire pour la DECI est de 30 m3 utilisable en 1 heure (soit un débit de 30 m3/h) réparti sur 1 point d'eau incendie (PEI). Le premier PEI doit être situé à 200 m du risque.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de se rapprocher du service public de DECI afin de vérifier les données relatives au PEI repris ci-dessus. De même, le service public de DECI apportera les informations concernant les éventuels travaux susceptibles de modifier l'état des PEI.

Au vu des éléments en notre possession, la DECI est suffisante.

PIÈCES ADMINISTRATIVES ÉTUDIÉES

Notice de sécurité (Art. R143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation)

La notice de sécurité a été rédigée par M. MARCAILLE Grégory, président de la CCI Grand Lille, en date du 06/06/2023.

Engagement du Maître d'Ouvrage sur le respect des règles générales de construction et notamment la solidité (Art. 45 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié).

L'engagement de solidité a été établi par M. MARCAILLE Grégory, président de la CCI Grand Lille, en date du 06/06/2023.

Autres documents fournis : Plans, courriers, documents (cahier des charges fonctionnel du SSI).

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet intéresse des travaux d'amélioration de sécurité incendie, à savoir :

- Le remplacement du Système de Sécurité Incendie du bâtiment CEPRECO, en vue de sa vétusté et des risques de non possibilité de dépannage en cas de défaut sur celui-ci.
- La mise en place de cloison coupe-feu de degré 1 heure de toute hauteur et de blocs portes pare-flammes ½ heure asservis à l'alarme incendie.
- La mise en place de dispositifs de maintien magnétiques sur les portes palières (portes existantes et non modifiées dans le cadre des travaux), permettant l'asservissement à l'alarme incendie.

Distribution intérieure et compartimentage

Le recoupement par cloisonnement traditionnel des circulations horizontales des niveaux 1,2 pour le bâtiment CEPRECO et la circulation du rez-de-chaussée pour la partie plus récente à simple rez-de-chaussée.

Il sera procédé à :

- La mise en place de cloison coupe-feu de degré 1 heure de toute hauteur et de blocs portes pare-flammes de degré ½ heure asservis à l'alarme incendie conformément au R16.
- La mise en place de dispositifs de maintien magnétiques sur les portes palières (portes existantes et non modifiées dans le cadre des travaux), permettant l'asservissement à l'alarme incendie.

Désenfumage

Le désenfumage des circulations horizontales des niveaux 1 et 2 est existant. Les commandes de désenfumage ne sont pas à ce jour raccorder au CMSI.

La vétusté des dispositifs de commande ne permet pas ce raccordement sans travaux conséquents sur l'installation de désenfumage.

Il est à noter que le désenfumage de ces circulations peut également être réalisé par les locaux, conformément à l'article R19§2.

Moyens de secours contre l'incendie

L'établissement est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, associé à un équipement d'alarme de type 1.

L'opération prévoit la réalisation des travaux suivants :

- Dépose de l'ancienne installation SSI.
- Mise en place d'un SSI A avec équipement d'alarme de type 1, conformément à l'article CO13.
Ces équipements centraux seront implantés dans un VTP à l'entrée de l'établissement.
- Mise en place de détecteur automatique d'incendie, approprié aux risques, installé en surveillance de la structure non visible et non stable au feu (partie plus récente à simple rez-de-chaussée appelée CEPRECO2).
- Mise en place d'indicateur d'action pour l'ensemble des détecteurs automatiques d'incendie.
- Mise en place de déclencheurs manuels.
- Mise en place de tableau de report d'exploitation à l'accueil au rez-de-chaussée.
- Le renvoi de l'alarme générale sur les téléphones du personnel.

- La mise en place de diffuseur lumineux dans les locaux où le public peut être isolé, et installation de diffuseurs lumineux dans les sanitaires personnels et vestiaires.
- La mise en place de dispositifs de maintien magnétiques sur l'ensemble des portes de recoupement de circulation et des portes palières, et l'asservissement à la fonction compartimentage.

ETUDE CAHIER DES CHARGES SSI

Coordinateur SSI : NAMIXIS & SSICoor

Équipement du SSI :

- implantation de détecteurs automatiques d'incendie dans :
 - Le plénum de la circulation du bâtiment CEPRECO, partie à simple rez-de-chaussée (appelé CEPRECO2), structure non visible.
 - Le VTP (matériel central) au niveau de l'accueil au rez-de-chaussée.
- Emplacement du tableau de report d'exploitation au niveau de l'accueil de l'établissement au rez-de-chaussée du bâtiment principal. Il assurera au minimum le report des signalisations générales d'alarme feu (directement du SDI) et des signalisations de dérangement de l'équipement d'alarme pour l'évacuation, ainsi que du CMSI et du SDI.
- Report des signalisations générales d'alarme feu du bâtiment EGC et du bâtiment le Château.

Principes de mise en sécurité :

- Fonction (détection, compartimentage, évacuation)
- Temporisation (non précisé),

Scénarios de mise en sécurité :

- les scénarios ne sont pas précisés dans le - Cas d'une Détection Automatique dans un local.
- Cas d'une Détection Automatique en circulation.
- Cas d'une action sur un Déclencheur Manuel.

Définitions de différentes zones :

- Zone de détection :
 - o Zones de détection automatique :
 - ZDA06, située dans le plénum du faux plafond dans la circulation du bâtiment CEPRECO2 à simple rez-de-chaussée du bâtiment principal (structure non visible).
 - ZDA07, le VTP (matériel central), situé à l'accueil.
 - o Zones de détection manuelle :
 - ZDM01, pour le sous-sol.
 - ZDM02 pour le bâtiment CEPRECO2 à simple rez-de-chaussée du bâtiment principal.
 - ZDM03 pour l'ensemble du rez-de-chaussée du bâtiment principal.
 - ZDM04 pour le R+1.
 - ZDM05 pour le R+2.
- Zone d'alarme : une zone d'alarme sur l'ensemble du bâtiment, partie en R+2 et partie à simple rez-de-chaussée appelée CEPRECO2.
- Zone de compartimentage : une zone de compartimentage sur l'ensemble du bâtiment, partie en R+2 et partie à simple rez-de-chaussée appelée CEPRECO2.

RAPPORT DE VÉRIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES APRES TRAVAUX

NATURE DES VÉRIFICATIONS	NOM DE L'ORGANISME VÉRIFICATEUR / RÉFÉRENCE	DATE	OBSERVATIONS
CO	Bureau SOCOTEC RVRAT N°1113/17/2188 représenté par M. BERTRAND Nicolas	18/09/2017	CO13§3 et CO15 : installation de détection installée en plénum de faux plafond dans la circulation du bâtiment Conforme
MS			MS53§2 : Conforme MS54 et 55 : conception des zones conforme MS56 à 58 : SDI conforme MS59 à 60 : SMSI conforme MS61 et 62 : conforme MS64 : une seule zone d'alarme conforme MS65 : conforme MS66 : conforme
Type R			R13 à R16 : les portes des escaliers ont été équipées de ventouses et sont maintenues en position ouverte (fermeture automatique). Les portes de recoupement ajoutées sont maintenues en position ouverte et sont à fermeture automatique. S'agissant d'amélioration des conditions de sécurité, il convient de solliciter l'avis du préventionniste sur la mise en œuvre « délicate » d'une porte de recoupement (à côté de la salle 213) dont un vantail présente un jeu important par rapport au sol (environ 2.5 cm) du fait de l'absence d'horizontalité de ce dernier dans cette zone. Conforme
Type R			R31 : Conforme , SSI A est opté pour une détection dans les emplacements où la structure n'est pas visible (circulation de cepreco2)
NFS 61.931§3.1			Composition du SSI : conforme
NFS 61.932 et NFS 61.940			Alimentation des équipements SSI : conforme
NFS 61.937			Portes battantes à fermeture automatique : conforme. Lignes de télécommande : conforme Lignes de contrôle : conforme

Conclusion du **RVRAT** sur le remplacement du SSI et l'amélioration des conditions de sécurité en date du 18/09/2017 par le bureau SOCOTEC, représenté par M. BERTRAND Nicolas, rapport N°1113/17/2188 :

- Absence de remarque ou non conformités concernant les articles du règlement de sécurité relatif aux ERP.
- Les attentes de la commission de sécurité ne nous ont pas été communiqués. S'agissant d'amélioration des conditions de sécurité, il convient de solliciter l'avis du préventionniste sur la mise en œuvre « délicate » d'une porte de recoupement (à côté de la salle 213 au 2ème étage) dont un vantail présente un jeu significatif par rapport au sol, du fait de l'absence d'horizontalité de ce dernier dans cette zone (travaux de sol non programmés).

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

L'attention du pétitionnaire ou de l'exploitant est attirée sur les dispositions de l'article R143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie ».

Si le bâtiment ou son extension est constitué de matériaux biosourcés et combustibles, il convient de respecter la doctrine pour la construction des immeubles en matériaux biosourcés et combustibles du 20/07/2021 élaboré par Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris, la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris et le Service des Architectes de Sécurité (CCDSA du 30 juin 2022).

OBSERVATIONS

1. Il a été observé des travaux sur le SSI depuis la dernière visite, le changement du SSI et le retrait de détecteurs automatiques d'incendie, notamment dans les locaux à risques, soit un abaissement du niveau de sécurité initiale.

La présente étude a pour objet de régulariser le changement de SSI effectué sans dépôt de dossier au préalable. La détection des locaux à risques n'est pas une obligation dans les établissements de type R sans locaux à sommeil. Ainsi le dossier fourni, **permet de lever la prescription émise lors de la VP du 13/09/2022, à savoir :**

Transmettre, en vue de régulariser et justifier les travaux effectués sur le SSI, un dossier de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (art L.122-3 et R*143-22 du Code de la construction et de l'habitation).

De plus, le désenfumage des circulations horizontales des niveaux 1 et 2 est existant, et au rez-de-chaussée est sous DAD donc non asservie au SSI A. Les commandes de désenfumage ne sont pas raccordées au CMSI à ce jour, comme dans la précédente installation.

En effet, l'étude présentée met en avant la vétusté des dispositifs de commande qui ne permet pas ce raccordement sans travaux conséquents sur l'installation de désenfumage.

Sachant que le désenfumage de ces circulations peut également être réalisé par les locaux, conformément à l'article R19§2, il n'est pas prescrit le raccordement des commandes de désenfumage mais recommandé de centraliser celles-ci au CMSI.

Mais également, d'assurer leur entretien, leur bon fonctionnement et d'afficher au niveau du local SSI un plan des installations de désenfumage avec l'emplacement des commandes.

2. L'organisme agréé sollicite l'avis de la commission sur la mise en œuvre « délicate » d'une porte de recoupement (à côté de la salle 213) dont un vantail présente un jeu important par rapport au sol (environ 2.5 cm) du fait de l'absence d'horizontalité de ce dernier dans cette zone.

Les portes de recoupement doivent répondre aux articles CO47, MS60 et R16

3. Une étude pour réaménagement intérieur sous l'AT 05951222O076 déposée le : 03/08/2022, n'a pas été réceptionnée à ce jour, il convient de solliciter le Maire, à la fin des travaux, en vue du passage de la Commission de Sécurité qui procédera à la visite de réception de l'établissement. (Art. R143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation).

La réception des travaux de la présente étude pourra être réalisée, avec présentation des scénarios, de l'attestation du coordinateur SSI, Dossier d'identité du SSI, Attestation d'associativité des équipements et le Procès-verbal de réception de l'installation.

PRESCRIPTIONS

Généralités

1. Les constructeurs, propriétaires, installateurs ou exploitants, doivent être en mesure de justifier, notamment lors des visites des Commissions de Sécurité et lors des vérifications techniques faites par les organismes agréés, que les matériaux et éléments de construction utilisés, ont un classement en réaction ou en résistance au feu au moins égal aux classements fixés par le règlement de sécurité. (Art. GN12)

Il est rappelé qu'aucuns travaux susceptibles de faire courir un risque au public ou d'entraver son évacuation ne peuvent être entrepris lors de la présence de ce dernier. (Art. GN13)

Les appareils ou équipements doivent être, soit conformes aux normes françaises, soit conformes aux normes harmonisées ou aux normes étrangères reconnues équivalentes après avis des organismes de normalisation. (Art. GN14)

Fournir à la Commission de Sécurité avant le début des travaux, les dossiers de renseignements de détail intéressant les installations techniques. (Arts. GE2 - EL2 - EC4 - DF4 - CH4 - GZ3 - GC2 - MS3)

Solliciter le Maire, à la fin des travaux, en vue du passage de la Commission de Sécurité qui procédera à la visite de réception de l'établissement. (Art. R143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Transmettre à la Commission de sécurité, les dossiers de renseignements de détail des installations techniques mis à jour après exécution des travaux et les rapports des organismes ou personnes chargé(e)s des vérifications techniques. (Art. GE3 § 2)

Faire suivre les travaux par une personne ou un organisme vérificateur agréé(e) par le Ministre de l'Intérieur. Cette personne ou cet organisme se verra confier les missions L et S comprenant les aménagements et équipements intérieurs. (Art. GE7)

La Commission de Sécurité n'est pas compétente en matière de solidité à froid des ouvrages (article 4 du décret 95-260). Toutefois elle doit s'en assurer (production de documents). Le sous-sol de la ville de ROUBAIX peut être de nature à compromettre la stabilité des établissements ainsi que l'accès des secours. Aussi en application de l'article 4 du décret 95-260 et de l'article R143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la stabilité de son établissement ainsi que des voies dédiées à l'intervention des secours (voie engins et voie échelle).

Fournir, à la fin des travaux, l'attestation du maître d'ouvrage sur les vérifications techniques liées à la solidité. (Arts. 46 et 47 du décret 95-260)

Fournir, à la fin des travaux, l'attestation du bureau de contrôle relative au contrôle de la solidité. (Arts. 46 et 47 du décret 95-260)

Informez le maire lorsque l'effectif déclaré ayant permis de classer l'établissement subit une augmentation ou une diminution de nature à remettre en cause le niveau de sécurité (art GN1)

Numéro	Prescription	Référence	Antériorité
2.	Solliciter le Maire, à la fin des travaux, en vue du passage de la Commission de Sécurité qui procédera à la visite de réception des travaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Le réaménagement intérieur sous l'AT 05951222O076 déposée le : 03/08/2022 - Remplacement du SSI et Régularisation sous l'AT-059512 23 O0049 déposé le : 17/05/2023 	Art. R143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'habitation.	
3.	Garantir une résistance au feu pare-flamme de degré ½ heure des parois et blocs-portes assurant le recoupement des circulations horizontales.	Art. CO24	
4.	Assurer aux portes de recoupement les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - comporter sur la face apparente, en position d'ouverture, une plaque signalétique bien visible portant en lettres blanches sur fond rouge, ou vice-versa, la mention " Porte coupe-feu. - Ne mettez pas d'obstacle à la fermeture" ». - Se fermer dans les conditions prévues à l'article MS 60. - La largeur de passage offerte par une porte doit être au moins égale à l'une de celles définies aux articles CO 36 et CO 38 avec une tolérance négative de 5 %. - Les portes en va-et-vient doivent comporter une partie vitrée à hauteur de vue. - Les vitrages des portes doivent être transparents ; les couleurs rouge et orange étant interdites. - Les blocs-portes résistant au feu possédant deux vantaux et équipés de ferme-portes doivent être munis d'un dispositif permettant d'assurer la fermeture complète de ces vantaux. 	Articles CO44, CO47, MS60 et R16.	
5.	Assurer un degré coupe-feu de degré 1 heure avec porte pare-flamme ½ heure au local FAB/	article CO24§1	VP du 13/09/2022
6.	Garantir l'isolement des locaux à risques suivants : Local ménage, réserve (salle 33-dessins), réserve rez-de-chaussée, local de stockage de matériaux combustibles en menuiserie, local archive, comme des locaux à risques moyens : <ul style="list-style-type: none"> - Paroi et plancher haut coupe-feu de degré 1 heure 	Art R10	

	- Accès par bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure muni d'un ferme-porte		
7.	Présence de bouches de VMC dans certains locaux à risques (local archives au R+1, local office R+1), garantir l'isolement de ces derniers conformément à l'article CH 32 et 33	art. CH 32 et 33	
8.	Maintenir exempts de tout encombrement les dégagements	Art. CO45	
9.	Salle 48 : Limiter la salle à 19 personnes ou créer une deuxième	Art. CO38	
10.	Débarrasser les photocopieuses des dégagements	Art R 143-13 du CCH	
11.	Débarrasser et isoler le local ménage présent dans la cage d'escalier périphérique, au R+2. En effet, ce volume ne doit donner accès à aucun local annexe (sanitaire, dépôt, ...)	Art CO 53§4	
12.	Interdire les appareils de production-émission mobiles installés à l'intérieur des locaux et dégagements accessibles au public	Art CH 44	
13.	Identifier les locaux de service électrique, les rendre facilement accessible par les services de secours	Art EL 5	
14.	Débarrasser l'armoire électrique de la salle 049, présence de stockage	Art EL 11§5	
15.	Enlever ou adapter le système d'occultation des dispositifs de désenfumage, de manière à permettre un désenfumage efficace par tirage naturel, en vue de permettre une évacuation en bon ordre et faciliter l'intervention des Sapeurs-pompiers.	Art DF 7	
16.	<p>Mettre à jour les plans schématiques, Il est rappelé que le plan doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etre sous forme de pancarte inaltérable, apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. • Avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF S 60-303 du 20 septembre 1987 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie. <p>Représenter le rez-de-chaussée et l'étage partiel. Et y figurer, outre les dégagements, les espaces d'attente sécurisés et les cloisonnements principaux, l'emplacement : des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ; des dispositifs et commandes de sécurité ; des organes de coupure des fluides ; des organes de coupure des sources d'énergie ; des moyens d'extinction fixes et d'alarme.</p>	Art. MS41	

RECOMMANDATIONS

- Proscrire la charge et le stockage des engins de déplacement personnel motorisés en dehors de locaux de charge, devant être isolés comme local à risques.